

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

SÉRIE A/B

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

FASCICULE N° 77

COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ
DE SOFIA ET DE BULGARIE

(EXCEPTION PRÉLIMINAIRE)

ARRÊT DU 4 AVRIL 1939

1939

JUDGMENT OF APRIL 4th, 1939

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

SERIES A./B.

JUDGMENTS, ORDERS AND ADVISORY OPINIONS

FASCICULE No. 77

THE ELECTRICITY COMPANY
OF SOFIA AND BULGARIA

(PRELIMINARY OBJECTION)

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF

LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING COMPANY

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1939.
Le 4 avril.
Rôle général
n° 78.

ANNÉE JUDICIAIRE 1939

4 avril 1939.

COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ DE SOFIA ET DE BULGARIE

(EXCEPTION PRÉLIMINAIRE)

Deux chefs de compétence : Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire du 23 juin 1931 entre la Belgique et la Bulgarie ; Déclarations de la Belgique et de la Bulgarie portant acceptation comme obligatoire de la juridiction de la Cour. Examen successif de l'exception préliminaire sur la base des deux chefs de compétence. Objections soulevées contre la compétence de la Cour sur la base du traité : argument ratione materiæ ; règle de l'épuisement des recours internes. Objections soulevées contre la compétence de la Cour sur la base des Déclarations : limitation ratione temporis ; limitation ratione materiæ. — Irrecevabilité d'une partie des demandes du requérant, l'existence d'un différend préalablement au dépôt de la requête n'ayant pas été établie.

ARRÊT

Présents : M. GUERRERO, Président ; sir CECIL HURST, Vice-Président ; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, Jhr. VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, CHENG, HUDSON, DE VISSCHER, ERICH, juges ; M. PAPAZOFF, juge ad hoc.

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

JUDICIAL YEAR 1939.

1939.
 April 4th.
 General List:
 No. 78.

April 4th, 1939.

[Translation.]

THE ELECTRICITY COMPANY OF SOFIA AND BULGARIA

(PRELIMINARY OBJECTION)

*Two grounds of jurisdiction : the Treaty of conciliation, arbitration and judicial settlement of June 23rd, 1931, between Belgium and Bulgaria ; the Declarations of Belgium and Bulgaria recognizing the compulsory jurisdiction of the Court. Examination of the preliminary objection with reference to each of these two grounds of jurisdiction. Objections raised to the jurisdiction of the Court under the Treaty : the argument *ratione materiæ* ; the local remedies rule. Objections raised to the jurisdiction of the Court under the Declarations : the limitation *ratione temporis* ; the limitation *ratione materiæ*.—Inadmissibility of one part of the Applicant's claims, because the existence of a dispute prior to the filing of the Application has not been established.*

JUDGMENT.

Present : M. GUERRERO, President ; Sir CECIL HURST, Vice-President ; Count ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, Jhr. VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, CHENG, HUDSON, DE VISSCHER, ERICH, Judges ; M. PAPAZOFF, Judge ad hoc.

Dans l'affaire de la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie,

entre

le Gouvernement du Royaume de Belgique, représenté par M. J. G. de Ruelle, comme agent,

et

le Gouvernement du Royaume de Bulgarie, représenté par M. Ivan Altinoff, comme agent,

La Cour,

ainsi composée,

rend l'arrêt suivant :

Par requête, déposée et enregistrée au Greffe de la Cour le 26 janvier 1938 conformément à l'article 40 du Statut de la Cour, le Gouvernement belge a introduit devant la Cour une instance contre le Gouvernement bulgare.

Le requérant s'est adressé à la Cour en se prévalant :

1° des déclarations de la Belgique et de la Bulgarie portant acceptation comme obligatoire de la juridiction de la Cour, déclarations ratifiées respectivement le 10 mars 1926 et le 12 août 1921 ;

2° du Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire intervenu entre les deux pays sous la date du 23 juin 1931.

Après un exposé succinct des faits et des motifs par lesquels la demande est prétendue justifiée, la requête demandait à la Cour :

« A) de déclarer que l'État bulgare a manqué à ses obligations internationales :

1° par le fait que l'Administration des Mines de l'État a mis en vigueur, le 24 novembre 1934, un tarif spécial factice pour le charbon fourni aux centrales électriques, ce en vue de permettre à la Municipalité de Sofia de fausser l'application des décisions du Tribunal arbitral mixte de 1923 et 1925 ;

2° par les jugement et arrêt susvisés du Tribunal régional et de la Cour d'appel de Sofia, qui ont enlevé à la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie le bénéfice desdites décisions du Tribunal arbitral mixte

a) en admettant pour l'évaluation du terme « P », inclus dans la formule du tarif, la valeur fictive établie par l'Administration des Mines,

In the case of the Electricity Company of Sofia and Bulgaria,

between

the Government of the Kingdom of Belgium, represented by M. J. G. de Ruelle, as Agent,

and

the Government of the Kingdom of Bulgaria, represented by M. Ivan Altinoff, as Agent,

The Court,

composed as above,

delivers the following judgment :

By an Application filed with the Registry of the Court on January 26th, 1938, under Article 40 of the Statute of the Court, the Belgian Government instituted proceedings before the Court against the Bulgarian Government.

In submitting the case to the Court the Applicant relied upon :

(1) the declarations of Belgium and Bulgaria recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory, declarations which were respectively ratified on March 10th, 1926, and August 12th, 1921 ;

(2) the Treaty of conciliation, arbitration and judicial settlement concluded between the two countries on June 23rd, 1931.

After a succinct statement of the facts and arguments adduced in support of the claim, the Application prayed the Court :

“(A) to declare that the State of Bulgaria has failed in its international obligations :

- (1) by reason of the fact that the State Administration of Mines, on November 24th, 1934, put into force a special artificially calculated tariff for coal supplied to power stations, in order to enable the Municipality of Sofia to distort the application of the decisions given by the Mixed Arbitral Tribunal in 1923 and 1925 ;
- (2) by reason of the above-mentioned judgments of the District Court and of the Court of Appeal of Sofia, which deprived the Electricity Company of Sofia and Bulgaria of the benefit of the said decisions of the Mixed Arbitral Tribunal
 - (a) by allowing the fictitious value fixed by the Administration of Mines to be used for the calculation of the factor ‘P’ in the formula for determining the tariff,

- b) en décidant que le terme « r » serait déterminé d'après le change officiel décrété par la Banque nationale de Bulgarie et non d'après le change réellement imposé par celle-ci pour la conversion de devises bulgares en devises étrangères,
 - c) en décidant que la compagnie ne pourrait plus exiger, de ses consommateurs, le montant de l'accise,
 - d) en décidant que la compagnie ne pouvait faire application d'aucun tarif avant d'avoir l'accord formel de la Municipalité ;
- 3° par la promulgation de la loi du 3 février 1936, dont l'article 30, paragraphe C, institue un impôt spécial sur la distribution de l'énergie électrique achetée aux entreprises non soumises à l'impôt.

B) et d'ordonner les réparations que les actes ci-dessus comportent. »

A la date du 26 janvier 1938, la requête du Gouvernement belge a été notifiée au Gouvernement bulgare; le 1^{er} février, elle a fait l'objet des communications visées aux articles 40 du Statut et 34 du Règlement.

La Cour ne comptant sur le siège aucun juge de nationalité bulgare, le Gouvernement bulgare s'est prévalu du droit que lui réserve l'article 31 du Statut et a désigné M. Théohar Papazoff.

Les deux Gouvernements ont désigné comme agents: le Gouvernement belge, M. J. G. de Ruelle, assisté par M^e René Marcq et M^e Henri Rolin, et le Gouvernement bulgare, M. Ivan Altinoff, assisté par M^e Gilbert Gidel.

Par ordonnance du 28 mars 1938, le Président de la Cour a fixé les délais afférents au dépôt du Mémoire du Gouvernement belge et à celui du Contre-Mémoire du Gouvernement bulgare.

A la date du 2 juillet 1938, le Gouvernement belge, invoquant certaines mesures d'exécution annoncées par la Municipalité de Sofia à l'égard de la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie, à défaut de versement, par cette dernière, d'une certaine somme qui lui était réclamée, a prié la Cour, sur la base des articles 41 du Statut et 61 du Règlement, d'indiquer, à titre de mesure conservatoire, que la perception forcée par la Municipalité de Sofia de ladite somme devait être différée en attendant qu'il eût été statué sur le fond.

La Cour a consacré à l'examen de cette demande une audience, tenue le 13 juillet 1938, et à laquelle l'agent du Gouvernement bulgare a fait savoir qu'il ne pourrait assister, le délai fixé étant très court; elle a entendu une déclaration de l'agent du Gouvernement belge, aux termes de laquelle ce Gouvernement

- (b) by deciding that the factor 'r' should be calculated on the basis of the official rate of exchange decreed by the National Bank of Bulgaria and not on the basis of the rate of exchange actually applied by that Bank for the conversion of Bulgarian currency into foreign currency,
- (c) by deciding that the Company could no longer require its consumers to pay the amount of the excise duty,
- (d) by deciding that the Company could not put any tariff into operation before having obtained the formal agreement of the Municipality;
- (3) by reason of the promulgation of the law of February 3rd, 1936, Article 30, paragraph C, of which establishes a special tax on the distribution of electric power purchased from undertakings not subject to tax.

(B) and to order the requisite reparation in respect of the above-mentioned acts to be made."

On January 26th, 1938, notice of the Application of the Belgian Government was given to the Bulgarian Government, and on February 1st the communications provided for in Article 40 of the Statute and Article 34 of the Rules of Court were duly despatched.

As the Court does not include upon the Bench a judge of Bulgarian nationality, the Bulgarian Government availed itself of its right under Article 31 of the Statute and nominated M. Theohar Papazoff.

The two Governments appointed as their Agents: the Belgian Government, M. J. G. de Ruelle, assisted by Maître René Marçq and Maître Henri Rolin, and the Bulgarian Government, M. Ivan Altinoff, assisted by Maître Gilbert Gidel.

By an Order made on March 28th, 1938, the President of the Court fixed the time-limits for the filing of the Memorial by the Belgian Government and of the Counter-Memorial by the Bulgarian Government.

On July 2nd, 1938, the Belgian Government, in view of certain measures of execution against the Electricity Company of Sofia and Bulgaria, announced by the Municipality of Sofia in default of payment by that Company of a certain sum claimed from it, requested the Court, under Article 41 of the Statute and Article 61 of the Rules, to indicate, as an interim measure of protection, that the compulsory collection by the Municipality of Sofia of the said sum must be postponed pending the delivery of judgment on the merits.

The Court held a hearing on July 13th, 1938, for the examination of this request, but a communication was received from the Agent for the Bulgarian Government stating that he could not be present at the hearing as the notice given was very short. The Court however heard a statement by the Agent for

ne ferait aucune objection à ce que les délais nécessaires fussent accordés au Gouvernement bulgare. Après délibéré, la Cour a décidé le même jour d'ajourner la procédure en indication de mesures conservatoires, afin de permettre au Gouvernement bulgare de préparer ses observations sur ladite demande et, le cas échéant, sur la compétence de la Cour, les agents des Parties devant être entendus par la Cour en audience publique, à la date qui serait ultérieurement fixée par son Président.

Comme suite à l'envoi d'un télégramme adressé, le 27 juillet 1938, par l'agent du Gouvernement bulgare au Président de la Cour et dont le texte a été dûment transmis à l'agent du Gouvernement belge, ce dernier a fait connaître à la Cour, par une lettre datée du 26 août 1938, qu'en présence des déclarations contenues dans ledit télégramme, le Gouvernement belge abandonnait la demande en indication de mesure conservatoire qui avait fait l'objet de sa requête du 2 juillet 1938.

Le Président de la Cour, par ordonnance du 27 août 1938, a donné acte au Gouvernement belge du retrait de sa requête en indication de mesure conservatoire et constaté que, dans ces conditions, il n'y avait pas lieu de fixer l'audience publique visée dans la décision de la Cour du 13 juillet 1938.

Par une autre ordonnance de même date, le Président de la Cour a prorogé au 31 octobre 1938 le délai afférent au dépôt du Contre-Mémoire bulgare, qui avait été primitivement fixé au 12 septembre 1938. Ce délai, qui a fait ultérieurement l'objet d'une nouvelle prorogation, est finalement venu à expiration le 30 novembre 1938.

Dans son Mémoire, le Gouvernement belge avait conclu à ce qu'il plaise à la Cour :

« A. — Déclarer que l'État bulgare a manqué à ses obligations internationales :

1° Par le fait que l'Administration des Mines de l'État a mis en vigueur, le 24 novembre 1934, un tarif spécial factice pour le charbon fourni aux centrales électriques, ce en vue de permettre à la Municipalité de Sofia de fausser l'application des décisions du Tribunal arbitral mixte de 1923 et 1925 ;

2° Par les jugement et arrêt susvisés du Tribunal régional et de la Cour d'appel de Sofia, ainsi que par l'arrêt de la Cour de cassation du 16 mars 1938, qui ont enlevé à la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie le bénéfice desdites décisions du Tribunal arbitral mixte ;

a) En admettant pour l'évaluation du terme « P », inclus dans la formule du tarif, la valeur fictive établie par l'Administration des Mines ;

the Belgian Government to the effect that his Government would make no objection to the granting of the necessary time to the Bulgarian Government. After deliberation, the Court decided the same day to adjourn the proceedings in regard to the request for the indication of interim measures of protection, in order to enable the Bulgarian Government to prepare its observations upon that request and, if need be, in regard to the jurisdiction of the Court; the Agents of the Parties would be heard by the Court at a public sitting the date of which would be subsequently fixed by the President.

Following upon a telegram sent on July 27th, 1938, by the Agent for the Bulgarian Government to the President of the Court, the text of which was duly communicated to the Agent for the Belgian Government, the latter informed the Court in a letter of August 26th, 1938, that in view of the statements contained in this telegram, the Belgian Government withdrew the request for the indication of an interim measure of protection presented on July 2nd, 1938.

On August 27th, 1938, the President of the Court made an Order recording the withdrawal by the Belgian Government of its request for the indication of an interim measure of protection and stating that in these circumstances there was no occasion to fix the public hearing contemplated by the Court's decision of July 13th, 1938.

By another Order of the same date, the President extended until October 31st, 1938, the time-limit for the filing of the Bulgarian Counter-Memorial which had originally been fixed to expire on September 12th, 1938. This time-limit, which was subsequently further extended, finally expired on November 30th, 1938.

In its Memorial, the Belgian Government prayed the Court :

"A.—To declare that the State of Bulgaria has failed in its international obligations :

(1) By reason of the fact that the State Administration of Mines, on November 24th, 1934, put into force a special artificially calculated tariff for coal supplied to power stations, in order to enable the Municipality of Sofia to distort the application of the decisions given by the Mixed Arbitral Tribunal in 1923 and 1925 ;

(2) By reason of the above-mentioned judgments of the District Court and of the Court of Appeal of Sofia and of the judgment of the Court of Cassation of March 16th, 1938, which deprived the Electricity Company of Sofia and Bulgaria of the benefit of the said decisions of the Mixed Arbitral Tribunal ;

(a) By allowing the fictitious value fixed by the Administration of Mines to be used for the calculation of the factor 'P' in the formula for determining the tariff ;

b) En décidant que le terme « r » serait déterminé d'après le change officiel décrété par la Banque nationale de Bulgarie et non d'après le change réellement imposé à la compagnie belge sous le contrôle de la Banque nationale pour la conversion des devises bulgares en devises étrangères;

c) En décidant que la compagnie ne pourrait plus exiger de ses consommateurs le montant de l'accise;

d) En décidant que la compagnie ne pouvait faire application d'aucun tarif avant d'avoir l'accord formel de la Municipalité;

3° Par la promulgation de la loi du 3 février 1936, telle qu'elle fut complétée par la circulaire n° 3800 du 28 février 1936 et la loi du 2 avril 1936 et qui instituait un impôt spécial sur la distribution de l'énergie électrique achetée aux entreprises non soumises à l'impôt.

B. — Ordonner que la Partie défenderesse prendra toutes mesures administratives, législatives ou autres nécessaires en vue de:

1° Rétablir la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie dans ses droits vis-à-vis tant de l'État bulgare que de la Municipalité ou de tout consommateur public ou privé de courant;

2° Assurer à la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie le remboursement de toutes sommes indûment payées par elle en suite des mesures incriminées, ainsi que le dédommagement pour toute perception qu'elle a été mise dans l'impossibilité d'effectuer par suite des mêmes faits.

C. — Admettre le Gouvernement belge à libeller le dommage éprouvé par la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie, à raison des faits ci-dessus exposés. »

A la date du 25 novembre 1938, c'est-à-dire avant l'expiration du délai qui lui avait été finalement imparti pour le dépôt de son Contre-Mémoire, l'agent du Gouvernement bulgare a déposé une pièce, intitulée « Mémoire du Gouvernement bulgare », dans laquelle, après avoir soulevé une exception préliminaire d'incompétence, il concluait à ce qu'il plaise à la Cour :

« Se déclarer incompétente à connaître de la requête introduite par le Gouvernement belge en date du 26 janvier 1938.

Débouter le Gouvernement belge de toutes ses demandes, fins et conclusions. »

Par le fait du dépôt de l'acte introductif d'exception et conformément à l'article 62, alinéa 3, du Règlement, la procédure sur le fond ayant été suspendue, le Président de la Cour a rendu, le 30 novembre 1938, une ordonnance fixant au 25 janvier 1939 la date d'expiration du délai dans lequel le Gouvernement belge pouvait présenter un exposé écrit contenant

(b) By deciding that the factor 'r' should be calculated on the basis of the official rate of exchange decreed by the National Bank of Bulgaria and not on the basis of the rate of exchange actually applied by that Bank for the conversion of Bulgarian currency into foreign currency ;

(c) By deciding that the Company could no longer require its consumers to pay the amount of the excise duty ;

(d) By deciding that the Company could not put any tariff into operation before having obtained the formal agreement of the Municipality ;

(3) By reason of the promulgation of the law of February 3rd, 1936, as supplemented by Circular No. 3800 of February 28th, 1936, and the law of April 2nd, 1936, instituting a special tax on the distribution of electric power purchased from undertakings not subject to tax.

B.—To order the respondent Party to take all administrative, legislative or other measures necessary :

1. To reinstate the Electricity Company of Sofia and Bulgaria in its rights as against both the State of Bulgaria and the Municipality, also as against any public or private consumer of current ;

2. To ensure repayment to the Electricity Company of Sofia and Bulgaria of all undue payments made by it as a result of the measures complained of and compensation for any sums due which it has been prevented from collecting as a result of these measures.

C.—To authorize the Belgian Government to specify the damage sustained by the Electricity Company of Sofia and Bulgaria as a result of the facts set out above."

On November 25th, 1938, that is to say before the expiration of the time-limit finally fixed for the filing of the Counter-Memorial, the Agent for the Bulgarian Government filed a document entitled "Memorial of the Bulgarian Government" in which, as the conclusion of a preliminary objection to the jurisdiction, he prayed the Court :

"To declare that it has no jurisdiction to entertain the Application filed by the Belgian Government on January 26th, 1938.

To dismiss all the claims, pleas and submissions of the Belgian Government."

The proceedings on the merits having, under Article 62, paragraph 3, of the Rules of Court, been suspended by the filing of the objection, the President of the Court, on November 30th, 1938, made an Order fixing January 25th, 1939, as the date of expiration of the time allowed to the Belgian Government for the presentation of a written statement of its

ses observations et conclusions sur l'exception soulevée par le Gouvernement bulgare.

L'exposé écrit du Gouvernement belge, intitulé « Mémoire additionnel », a été dûment déposé le 25 janvier 1939 ; en conséquence, c'est à cette date que l'affaire s'est trouvée en état en ce qui est de l'exception soulevée par le Gouvernement bulgare.

Dans ledit exposé écrit, le Gouvernement belge concluait à ce qu'il plaise à la Cour :

« Se déclarer compétente,

Ordonner à la Partie défenderesse de conclure au fond et fixer les délais dans lesquels la procédure écrite sera poursuivie. »

Au cours des audiences publiques tenues les 27, 28 février et 1^{er} mars 1939, la Cour a entendu :

pour la Bulgarie, M. Ivan Altinoff, agent, et M^e Gilbert Gidel ; et pour la Belgique, M. J. G. de Ruelle, agent, et M^e Henri Rolin.

Les conclusions énoncées dans les pièces de la procédure écrite n'ont pas été, de part ou d'autre, modifiées au cours de la procédure orale.

Des documents justificatifs ont été déposés au nom de chacune des Parties¹.

C'est en cet état de la procédure que la Cour est appelée à statuer.

* * *

Les faits sont les suivants :

La Municipalité de Sofia avait accordé, en 1898, à une société française, la « Société des Grands Travaux de Marseille », une concession visant la distribution d'électricité pour l'éclairage et la force motrice de la ville de Sofia. Cette société française céda, en 1909, ses droits à la « Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie », société fondée à Bruxelles, le 8 septembre 1908, par acte notarié publié au *Moniteur belge* le 23 septembre 1908. Cette cession fut approuvée par la Municipalité de Sofia, avec quelques modifications apportées au contrat primitif ; la concession devait venir à expiration le 31 décembre 1940. Les droits et obligations de la société exploitante sont exposés dans le contrat de concession de 1898, le cahier des charges qui y est annexé et le contrat de cession de 1909.

Au cours de la guerre de 1914-1918, qui trouva la Belgique et la Bulgarie dans des camps opposés, les installations de la compagnie belge furent reprises, le 1^{er} septembre 1916, par

¹ Voir bordereau à l'annexe.

observations and submissions in regard to the objection raised by the Bulgarian Government.

The Belgian Government's written statement, entitled "Additional Memorial", was duly filed on January 25th, 1939, and accordingly on that date the case became ready for hearing in regard to the objection of the Bulgarian Government.

In this written statement, the Belgian Government prayed the Court :

"To declare that it has jurisdiction,

To order the respondent Party to plead on the merits and to fix the time-limits for the further written proceedings."

In the course of public sittings held on February 27th and 28th, and March 1st, 1939, the Court heard :

M. Ivan Altinoff, Agent, and Maître Gilbert Gidel on behalf of Bulgaria ; and M. J. G. de Ruelle, Agent, and Maître Henri Rolin on behalf of Belgium.

The submissions made in the written proceedings were not amended on either side in the course of the oral proceedings.

Documents in support of their contentions were filed on behalf of either Party¹.

The above being the state of the proceedings, the Court must now adjudicate.

* * *

The facts are as follows :

A concession for the distribution of electric current for light and power was granted by the Municipality of Sofia in 1898 to a French company, the *Société des Grands Travaux de Marseille*. In 1909 the said French company transferred its rights to the "Electricity Company of Sofia and Bulgaria", a company founded in Brussels on September 8th, 1908, by a notarial act published in the *Moniteur belge* on September 23rd, 1908. The transfer was approved by the Municipality of Sofia with some modifications of the original contract, the concession being due to expire on December 31st, 1940. The rights and obligations of exploitation are set out in the contract of concession of 1898, the specification annexed thereto, and the contract of transfer of 1909.

During the War of 1914-1918, which found Belgium and Bulgaria on opposite sides, the works of the Belgian Company were taken over by the Municipality of Sofia on

¹ See list in annex.

la Municipalité de Sofia. Lors de la conclusion de la paix, cette compagnie se vit, en vertu de l'article 182 du Traité de Neuilly du 27 novembre 1919, reconnaître le droit à la restitution de son entreprise et à une indemnité qui devait être fixée par un tribunal arbitral mixte, chargé également d'adapter le contrat de concession aux nouvelles conditions économiques en cas de désaccord entre les parties. En conséquence, une instance fut introduite, par la compagnie, devant le Tribunal arbitral mixte belgo-bulgare contre l'État bulgare et la Municipalité de Sofia.

Le 5 juillet 1923, le Tribunal arbitral mixte belgo-bulgare rendit un premier jugement, dans lequel il ordonnait, notamment, la restitution de l'entreprise à la compagnie belge, celle-ci devant être replacée dans la situation qu'elle occupait avant la guerre, sous réserve des modifications que prescrirait le Tribunal arbitral mixte en application de l'article 182 du Traité de Neuilly. Le Tribunal arbitral mixte constitua en conséquence une commission d'experts, chargés d'établir un tarif mobile, qui tînt compte des conditions économiques nouvelles et des variations futures des divers éléments intervenant dans la fixation du prix de vente du courant électrique — tels que les salaires, le cours du lev et sa puissance d'achat — ainsi que de donner avis sur le montant de l'indemnité à fixer. Les experts déposèrent leur rapport le 3 mars 1924 devant le Tribunal arbitral mixte qui, le 27 mai 1925, rendit son jugement définitif (lequel contenait une erreur matérielle qui fut rectifiée par jugement du 30 octobre 1925). Ce jugement, brièvement résumé : 1° déboutait la requérante de ses conclusions contre l'État bulgare ; 2° ordonnait la restitution immédiate de l'entreprise à la compagnie, le paiement à cette dernière d'une somme de neuf millions de francs belges par la Municipalité de Sofia, la prolongation de la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 1960 et l'acceptation de la formule élaborée par les experts afin de fixer le prix de vente du courant électrique.

L'application de la formule, qui comprenait différents facteurs, tels que « P » (prix du charbon), « t » (prix du transport), « r » (taux du change), « S » (salaires), « x » (impôts), ne paraît pas s'être heurtée à des difficultés sérieuses jusqu'au dernier trimestre de l'année 1934, époque à laquelle une controverse s'éleva au sujet de la valeur à attribuer au facteur « P ».

A la date du 6 octobre 1934, la Compagnie d'Électricité communiqua, comme d'habitude, à la Municipalité les éléments qui devaient servir à établir le tarif pour le quatrième trimestre de 1934. La valeur qui était attribuée au terme « P » était de 330 leva. La Municipalité demanda la production de pièces à l'appui des chiffres indiqués.

Le 24 octobre 1934, l'Administration des Mines de l'État bulgare délivra à la Compagnie d'Électricité un certificat

September 1st, 1916. After the conclusion of peace, the Belgian Company, under Article 182 of the Treaty of Neuilly of November 27th, 1919, was given the right to restitution of its property with an indemnity to be assessed by a Mixed Arbitral Tribunal, which was also entrusted with the task of adapting the concession contract to the new economic conditions in case of disagreement between the parties. Consequently, a suit was instituted by the Company before the Belgo-Bulgarian Mixed Arbitral Tribunal against the State of Bulgaria and against the Municipality of Sofia.

On July 5th, 1923, the Belgo-Bulgarian Mixed Arbitral Tribunal gave a first judgment decreeing *inter alia* the restitution of the Belgian Company's property and the restoration of its position as existing before the war, subject to modifications to be decided by the Mixed Arbitral Tribunal in application of Article 182 of the Treaty of Neuilly. Accordingly, the Mixed Arbitral Tribunal nominated a commission of experts for the purpose of fixing a flexible tariff—which should take into account the new economic conditions and future variations of different elements relevant to the fixing of the sale price of electric current—such as salaries, the rate of the lev and its purchasing power—and also for the purpose of assessing the amount of the indemnity. The experts deposited their report on March 3rd, 1924, with the Mixed Arbitral Tribunal, which on May 27th, 1925, delivered its final judgment (a clerical error in which was corrected by a judgment rendered on October 30th, 1925). This judgment, in brief: (1) dismissed the applicant's claims against the State of Bulgaria; (2) ordered the immediate restitution of the Company's property, the payment of a sum of 9,000,000 Belgian francs by the Municipality of Sofia to the Company, the prolongation of the concession to December 31st, 1960, and the acceptance of the formula arrived at by the experts for fixing the selling price.

The application of the formula, which is composed of different factors, such as "P" (price of coal), "t" (cost of transport), "r" (rate of exchange), "S" (salaries), "x" (taxation), appears to have encountered no serious difficulties until the last quarter of 1934, when a controversy arose in regard to the value to be assigned to the factor "P".

On October 6th, 1934, the Electricity Company communicated to the Municipality as usual the *data* for the determination of the tariff for the fourth quarter of 1934. The value attributed to the term "P" therein was 330 leva. The Municipality requested that the documents in support of the figures should be furnished.

On October 24th, 1934, the State Mines Administration delivered to the Electricity Company a certificate indicating

constatant que le prix de la deuxième qualité de charbon était de 360 leva par tonne pour la « première zone ». Ce certificat fut transmis le 15 novembre 1934 par la Compagnie d'Électricité à la Municipalité ; celle-ci informa la compagnie le 20 novembre qu'elle ne pouvait accepter le certificat fourni le 24 octobre 1934 par l'Administration des Mines, ce certificat se rapportant au charbon de la deuxième qualité existant actuellement aux Mines et non à la deuxième qualité tout-venant que produisaient les Mines en 1925 et qui était visée dans le jugement du Tribunal arbitral mixte.

Le 26 novembre 1934, avis fut donné à la compagnie par l'Administration des Mines que, par décision du Conseil d'administration en date du 24 novembre, les prix des charbons destinés à la production de courant électrique étaient fixés à un certain chiffre. Contre ce dernier la Compagnie d'Électricité protesta, mais finalement un accord, conclu sous certaines réserves, fixa le tarif pour 1935 à un certain taux par kilowatt-heure d'électricité distribuée.

Après la dévaluation du franc belge, survenue le 1^{er} avril 1935, la Compagnie d'Électricité, dans une lettre adressée par elle à la Municipalité, le 29 octobre de la même année, fit observer que l'introduction du taux de change nouveau dans le calcul du tarif selon la formule du Tribunal arbitral mixte conduisait à des résultats très voisins de ceux sur lesquels les parties au contrat s'étaient mises d'accord pour l'année 1935 et annonça son intention d'appliquer, pour l'année 1936, la formule des tarifs prévue par le Tribunal arbitral mixte, faisant observer que le terme « P » devait s'entendre comme s'appliquant à la deuxième qualité de charbon telle que cette qualité figurait dans la liste des prix à l'époque où la formule avait été établie.

Le 13 décembre 1935, la Municipalité répondit par lettre que la formule contenait des éléments inapplicables qui conduisaient à des résultats absurdes et qu'en outre cette formule ne tenait pas compte de l'état réel des choses ni de la situation économique de la ville de Sofia. Cette divergence ne put être réglée par un accord, et la Municipalité, dans une lettre datée du 31 janvier 1936, annonça son intention de ne plus autoriser désormais la compagnie à récupérer sur les consommateurs le montant du droit d'accise.

Un nouvel échange de lettres entre la compagnie et la Municipalité n'aboutit non plus à aucun résultat.

Par une note verbale, datée du 28 janvier 1936, la légation de Belgique à Sofia suggéra au ministre des Affaires étrangères de Bulgarie que la Municipalité et la compagnie saisissent conjointement le Tribunal arbitral mixte des divergences d'interprétation auxquelles donnait lieu l'un des éléments de la formule, à savoir « P » (prix du charbon). Le ministère des Affaires

that the price of second quality coal was 360 leva per ton for the "first zone". This certificate was forwarded by the Electricity Company on November 15th, 1934, to the Municipality, which informed the Company on November 20th that it could not accept the certificate supplied by the Mines Administration on October 24th, 1934, because it related to second quality coal at that particular time and not to second quality coal unsorted (*tout-venant*) as produced in 1925 and as referred to in the judgment of the Mixed Arbitral Tribunal.

On November 26th, 1934, the Company received from the State Mines Administration a notice stating that, by a decision of November 24th of the Board of Directors, the prices of coal destined for the production of electric current were fixed at a certain figure. The Electricity Company protested against this figure, but finally an agreement, with certain reservations, was reached fixing the tariff for the year 1935 at a certain rate per kilowatt-hour of current distributed.

After the devaluation of the Belgian franc on April 1st, 1935, the Electricity Company, by a letter addressed to the Municipality on October 29th of that year, observed that the introduction of the new rate of exchange in the calculation of the tariff according to the formula of the Mixed Arbitral Tribunal led to results very near to those agreed on for the year 1935 and announced its decision to adhere strictly, for the year 1936, to the judgments of the Mixed Arbitral Tribunal, pointing out that the term "P" should be understood as applying to the second quality of coal appearing in the price list at the time when the formula was established.

On December 13th, 1935, the Municipality replied by letter that the formula contained elements that were inapplicable and led to absurd results, in that it did not take into consideration the real state of affairs and the economic condition prevailing in Sofia. No agreement was reached on this issue and, by letter dated January 31st, 1936, the Municipality expressed its intention no longer to authorize the Company to recover from consumers the amount of the excise duty.

A new exchange of letters between the Company and the Municipality also led to no result.

By a *note verbale* dated January 28th, 1936, the Belgian Legation at Sofia proposed to the Bulgarian Minister of Foreign Affairs the joint submission by the Municipality and the Company to the Mixed Arbitral Tribunal of the divergences of interpretation to which the factor "P" (price of coal) in the formula had given rise. To this the Bulgarian Ministry for Foreign Affairs, by

étrangères de Bulgarie, par une note verbale datée du 18 février 1936, répondit que la Municipalité et le ministère de l'Agriculture ne pouvaient accepter cette proposition. La note verbale ajoutait que, le Tribunal arbitral mixte belgo-bulgare n'existant plus et ne pouvant être renouvelé, la Municipalité avait jugé opportun de saisir le seul tribunal compétent qui aurait pu statuer en l'espèce, c'est-à-dire le Tribunal régional de Sofia.

La compagnie ayant saisi le Tribunal arbitral mixte, le Conseil de la Société des Nations, appliquant les dispositions du Traité de Neuilly, désigna un suppléant pour remplacer l'arbitre bulgare au sein du Tribunal arbitral mixte. Ce tribunal rendit, le 29 décembre 1936, un jugement dans lequel il déclarait irrecevable la demande de la compagnie, soit qu'il s'agit d'une demande d'interprétation de la sentence primitive, parce que, dans ce cas, cette demande serait tardive, soit qu'il s'agit d'obtenir l'exécution de la sentence, parce que cette matière relevait exclusivement des Gouvernements des Puissances intéressées.

Entre temps, comme il a déjà été relevé, la Municipalité avait assigné la compagnie devant le Tribunal régional de Sofia, demandant à ce tribunal de constater les droits et obligations au sujet du prix de vente de l'énergie électrique à Sofia. Dans sa requête, la Municipalité prétendait que la compagnie n'avait pas le droit de percevoir de ses abonnés, ni de la Municipalité de Sofia, le montant de l'énergie électrique consommée au prix calculé suivant la formule du jugement arbitral, jusqu'à ce que ce prix fût approuvé par la Municipalité, conformément à l'article 21 du cahier des charges. La Municipalité demandait également la désignation d'experts qui seraient chargés d'établir la valeur réelle des facteurs « P » (prix du charbon) et « x » (impôts) et, par là même, le prix de vente légal de l'énergie électrique par kilowatt-heure.

Dans sa réponse, la compagnie contesta et la compétence du tribunal et la recevabilité de la demande; subsidiairement, quant au fond, elle demanda qu'au cas où le tribunal ordonnerait une expertise pour l'examen des facteurs « P » (prix du charbon) et « x » (impôts), il fît également porter cette expertise sur les facteurs « S » (salaires) et « r » (change).

Le Tribunal régional, dans sa décision du 24 octobre 1936 — sur le fond —, se prononça en faveur des thèses de la Municipalité sur l'interprétation des facteurs « P » (prix du charbon) et « r » (change) et dans une certaine mesure en faveur des thèses de la compagnie sur l'interprétation du facteur « x » (impôts).

Les deux parties interjetèrent appel devant la Cour d'appel de Sofia qui, par l'arrêt du 27 mars 1937, confirma le jugement du Tribunal régional dans ses parties favorables à la Municipalité et l'infirma dans ses parties favorables à la compagnie. A la date du 23 juin 1937, celle-ci se pourvut en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel.

a *note verbale* dated February 18th, 1936, replied that the Municipality and the Ministry of Agriculture could not accept this proposal. The *note verbale* added that the Mixed Arbitral Tribunal no longer existed and could not be revived, and that the Municipality had therefore seen fit to have recourse to the only tribunal competent to adjudicate in the matter, namely the Regional Court of Sofia.

The Company having seized the Mixed Arbitral Tribunal the Council of the League of Nations, in application of provisions in the Treaty of Neuilly, appointed a substitute in the place of the Bulgarian arbitrator on the Mixed Arbitral Tribunal. The Tribunal rendered a judgment on December 29th, 1936, declaring the claim of the Company inadmissible, either as a request concerning the interpretation of the original award, because the time-limit for this had expired, or as a request for execution, because the latter was a question exclusively for the two Governments.

Meanwhile, as had already been stated, the Municipality had instituted a suit against the Company before the Regional Court of Sofia for the determination of the rights and obligations in respect of the sale price of electric current. In this suit the Municipality also claimed that the Company had no right to collect either from the subscribers or from the Municipality the price of the current consumed calculated according to the formula of the arbitral judgment until the price in question had been approved by the Municipality, according to Article 21 of the contract specification. It further asked for the appointment of experts to establish the real value of the factors "P" (price of coal) and "x" (taxation) and, thereby, the legal sale price per kilowatt-hour.

In its defence the Company contested both the jurisdiction of the Regional Court and the admissibility of the suit; alternatively, on the merits, it requested that, in case the Court should order an expert enquiry as to the terms "P" (price of coal) and "x" (taxation), it should have the terms "S" (salaries) and "r" (exchange) likewise examined.

The Regional Court, in its decision of October 24th, 1936, on the merits, found in favour of the Municipality as regards the interpretation of the terms "P" (price of coal) and "r" (exchange) and, to a certain extent, in favour of the Company as regards the interpretation of the term "x" (taxation).

Both parties appealed to the Sofia Court of Appeal which by its judgment of March 27th, 1937, confirmed that part of the judgment of the Regional Court which was in favour of the Municipality and reversed that part which was in favour of the Company. An appeal against this judgment was made by the Company on June 23rd, 1937, to the Court of Cassation.

Dans l'intervalle, une nouvelle loi d'impôt sur le revenu, datée du 24 janvier 1936, avait été promulguée le 3 février de la même année par le Gouvernement bulgare. L'article 30 de cette loi prévoyait un taux d'imposition différent pour les sociétés d'électricité qui produisaient elles-mêmes l'énergie électrique et pour celles qui achetaient le courant à des entreprises non soumises elles-mêmes à l'impôt; cet article fut précisé par la suite, pour les municipalités, par une circulaire publiée au Journal officiel le 4 mars 1936, et modifié, pour les mines de l'État et les syndicats hydrauliques, par une loi du 2 avril 1936, publiée au Journal officiel le 16 avril 1936.

Le 18 mai 1936, la compagnie s'adressa au ministre des Finances de Bulgarie, indiquant qu'une erreur avait dû être commise dans l'estimation de l'impôt prévu à l'article 30 b) de la loi datée du 24 janvier 1936 et promulguée le 3 février de la même année, et lui demandant de faire vérifier la justesse des chiffres fournis par la compagnie et de faire apporter les corrections correspondantes audit article.

Le 22 avril 1937, le ministre de Belgique à Sofia, dans une lettre adressée au président du Conseil et ministre des Affaires étrangères et des Cultes de Bulgarie, se plaignit de l'attitude adoptée par le maire de la ville de Sofia à l'égard de la compagnie, du fait que ce dernier invoquait l'arrêt rendu par la Cour d'appel et contre lequel la compagnie avait introduit un recours en cassation. Le ministre ajoutait que « la Compagnie d'Électricité n'avait cessé de déclarer qu'elle se conformerait à toute sentence des tribunaux bulgares qui, après que tous les recours prévus par la procédure auraient été épuisés, revêtirait le caractère de jugement définitif », et que « le récent arrêt de la Cour d'appel n'avait pas de caractère exécutoire, étant donné que le procès intenté à la Compagnie d'Électricité par la Mairie avait un caractère *constatatoire* et non pas *condamnatoire* ».

A la date du 24 juin 1937, le ministre de Belgique à Sofia, dans une lettre adressée au président du Conseil, ministre des Affaires étrangères et des Cultes de Bulgarie, signala le caractère de l'intervention, dans le différend entre la Municipalité de Sofia et la compagnie belge qui en était résulté, « de certaines autorités administratives et du pouvoir judiciaire de l'État bulgare ». Le ministre de Belgique exprima l'opinion que l'arrêt rendu le 27 mars 1937, par la Cour d'appel de Sofia, méconnaissait les droits de la société tels qu'ils avaient été définis par le Tribunal arbitral mixte belgo-bulgare dans ses sentences du 5 juillet 1923 et du 27 mai 1925. Dans ces conditions, le ministre indiquait que le litige dont il s'agissait rentrait dans la catégorie de ceux que les articles 4 et 6 du Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, intervenu entre la Bulgarie et la Belgique le 23 juin 1931, permettaient de déférer unilatéralement à la Cour permanente de Justice internationale

In the meantime a new income tax law dated January 24th, 1936, was promulgated on February 3rd of the same year by the Bulgarian Government. Article 30 of this law created a different rate of taxation as between electricity companies producing electric current themselves and those purchasing it from undertakings not subject to taxation; the Article was subsequently defined, in respect of Municipalities, by a circular published in the Official Journal of March 4th, 1936, and modified, in respect of State mines and hydraulic syndicates, by a law dated April 2nd, 1936, published in the Official Journal of April 16th, 1936.

On May 18th, 1936, the Company wrote to the Bulgarian Minister of Finance, saying that there was an error in the estimation of the tax referred to in Article 30 (b) of the Income Tax Law dated January 24th, 1936, and promulgated on February 3rd of the same year, and requested him to verify the accuracy of the figures submitted by it and to make the corresponding corrections in the said Article.

On April 22nd, 1937, the Belgian Minister at Sofia, in a letter to the Bulgarian President of the Council and Minister for Foreign Affairs and Public Worship, complained of the attitude of the Mayor of Sofia in invoking the judgment of the Court of Appeal, against which the Company had decided to appeal to the Court of Cassation, adding that "the Electricity Company has never ceased to declare that it will comply with any judgment by the Bulgarian courts which, after the exhaustion of all the remedies provided for in the proceedings, shall have acquired the effect of a final judgment", and that "the recent judgment of the Court of Appeal has no executory force, because the action brought against the Electricity Company by the Mayor was for the purpose of determining facts (*constatatoire*) and not for the purpose of securing a conviction (*condamnatoire*)".

On June 24th, 1937, the Belgian Minister at Sofia, in a letter to the Bulgarian President of the Council and Minister for Foreign Affairs and Public Worship, referred to the dispute between the Municipality and the Company as one resulting from the intervention of "certain administrative and judicial authorities of the Bulgarian State". The Belgian Minister expressed the view that the decision of the Court of Appeal of Sofia on March 27th, 1937, had disregarded the rights of the Company as defined by the Belgo-Bulgarian Mixed Arbitral Tribunal in its judgments of July 5th, 1923, and May 27th, 1925. In these circumstances the Minister intimated that the dispute in question was one which, according to Articles 4 and 6 of the Treaty of conciliation, arbitration and judicial settlement entered into between Bulgaria and Belgium on June 23rd, 1931, might be unilaterally submitted to the Permanent Court of International Justice "*(à la clause de compétence obligatoire de laquelle la Bulgarie, a, d'autre part, adhéré*

« (à la clause de compétence obligatoire de laquelle la Bulgarie a, d'autre part, adhéré le 21 août 1921) », à moins qu'un accord ne s'établît pour le soumettre à une procédure d'arbitrage. Il proposait donc au Gouvernement bulgare de porter la cause devant la Cour permanente de Justice internationale par voie de compromis, et ajoutait que, si l'accord sur les termes de ce compromis ne pouvait être réalisé dans les deux mois, le Gouvernement belge, usant du droit qui lui était assuré, introduirait la cause unilatéralement devant la Cour permanente de Justice internationale par voie de requête.

Par lettre du 30 juillet 1937 au président du Conseil, ministre des Affaires étrangères et des Cultes, le ministre de Belgique à Sofia rappela et confirma cette déclaration.

Le 3 août 1937, le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères et des Cultes de Bulgarie, dans une lettre adressée par lui au ministre de Belgique à Sofia, répondit qu'à son avis les litiges entre la Municipalité de Sofia et la Société belge d'Électricité relevaient « de la compétence exclusive des tribunaux bulgares qui ont eu déjà l'occasion de rendre leur décision à cet effet ». Le Gouvernement bulgare ne pouvait donc admettre une proposition de compromis tendant à porter ce litige devant une autre juridiction. En ce qui concernait « la communication qu'à défaut d'un compromis le Gouvernement belge saisirait unilatéralement la Cour permanente de Justice internationale en se basant sur les articles 4 et 6 du Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre la Bulgarie et la Belgique », le Gouvernement bulgare, par application de l'article 3 du même traité, revendiquait en l'occurrence la compétence de ses propres tribunaux et ne pouvait consentir à ce que le différend fût soumis aux diverses procédures prévues par ledit traité. Le Gouvernement bulgare informait enfin, par la même lettre, le Gouvernement belge qu'il procédait à la dénonciation du traité en vertu du paragraphe 3 de l'article 37 de cet instrument.

A la date du 26 janvier 1938, le Gouvernement belge déposa au Greffe de la Cour la requête par laquelle a été introduite la présente instance.

Le 16 mars 1938, la Cour de cassation de Bulgarie rejetait le pourvoi introduit le 23 juin 1937 par la compagnie.

Tels sont les faits, non contredits dans l'instance actuelle, en présence desquels la Cour est maintenant appelée à statuer sur l'exception préliminaire soulevée par le Gouvernement bulgare.

* * *

Avant de procéder à l'examen de l'exception préliminaire sur laquelle la Cour est appelée à se prononcer, il convient de fixer l'attitude des Parties au regard des titres sur lesquels elles ont fondé leurs thèses.

le 21 août 1921)”, unless an agreement was reached to submit it to arbitration. He therefore proposed to the Bulgarian Government that the case should be referred to the Permanent Court of International Justice by means of a special agreement and added that, if no agreement on the terms of this special agreement could be reached in two months, the Belgian Government, availing itself of its rights, would bring the case before the Permanent Court of International Justice unilaterally by application.

In a letter of July 30th, 1937, addressed to the President of the Council and Minister for Foreign Affairs and Public Worship, the Belgian Minister in Sofia repeated and confirmed this declaration.

On August 3rd, 1937, the Bulgarian President of the Council and Minister for Foreign Affairs and Public Worship replied by letter to the Belgian Minister at Sofia that, as in his opinion the disputes between the Municipality and the Company “depend on the exclusive competence of the Bulgarian tribunals which have already had occasion to render their decision to this effect”, the Bulgarian Government could not agree to a proposition of compromise tending to bring this dispute before another jurisdiction, and that, “in so far as the communication that, in default of a compromise, the Belgian Government, basing itself on Articles 4 and 6 of the Treaty of conciliation, arbitration and judicial settlement between Bulgaria and Belgium, would lay the case unilaterally before the Permanent Court of International Justice, is concerned”, the Bulgarian Government, by application of Article 3 of that Treaty, claimed in this case the jurisdiction of its own tribunals and could not consent to the dispute being submitted to the various procedures provided in the Treaty. By the same letter the Bulgarian Government informed the Belgian Government that Bulgaria denounced the Treaty in accordance with the third paragraph of Article 37 of that instrument.

On January 26th, 1938, the Belgian Government filed with the Registry of the Court the Application instituting the present proceedings.

On March 16th, 1938, the Court of Cassation dismissed the appeal made by the Company on June 23rd, 1937.

These are the facts, undisputed in the present case, having regard to which the Court is now called upon to adjudicate upon the preliminary objection raised by the Bulgarian Government.

* * *

Before considering the preliminary objection upon which the Court has to adjudicate, the attitude of the Parties with regard to the grounds on which they have based their arguments must be determined.

Pour établir la compétence, le Gouvernement belge, dans sa requête comme dans son Mémoire, s'est prévalu, d'une part, des déclarations de la Belgique et de la Bulgarie portant acceptation comme obligatoire de la juridiction de la Cour, déclarations ratifiées respectivement le 10 mars 1926 et le 12 août 1921; d'autre part, du Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire du 23 juin 1931, entré en vigueur le 4 février 1933¹.

De son côté, le Gouvernement bulgare a pareillement fait état de l'un et de l'autre de ces engagements pour appuyer son exception préliminaire d'incompétence.

Au cours de cette procédure écrite, les Parties ont entrepris de démontrer le bien-fondé de leurs demandes respectives en suivant une méthode semblable : celle de l'examen de la requête belge de janvier 1938, au regard des conditions que prévoit indépendamment chacun des deux engagements. Le Gouvernement bulgare ou le Gouvernement belge n'ont à aucun moment envisagé qu'il ait pu y avoir quelque restriction apportée, par l'un ou par l'autre de ces engagements, à leur fonctionnement normal respectif pendant le temps où ils étaient en vigueur.

La même attitude a été observée par les agents des deux Gouvernements au cours de la procédure orale. C'est ainsi que l'agent du Gouvernement belge a déclaré que « chacun de ces deux actes suffit en réalité à lui seul pour étayer nos revendications, et il serait vraiment regrettable qu'on arrivât à cette conclusion que la superposition des deux actes affaiblit notre position ». Il est vrai qu'un des conseils du Gouvernement belge a avancé, à un moment donné, l'opinion personnelle, plus tard qualifiée de « suggestion », selon laquelle, « du 3 février 1933 — date de la mise en vigueur du Traité de 1931 — au 3 février 1938 », le régime des relations juridiques entre la Belgique et la Bulgarie lui paraissait avoir été régi seulement par le Traité de 1931. Mais, l'après-midi, au cours de la même audience, ledit conseil revint sur son opinion personnelle ou suggestion, et il déclara alors que « le traité ne devait être considéré comme ayant suspendu la clause facultative que dans la mesure où il modifiait cette clause ».

L'agent du Gouvernement bulgare devait d'ailleurs réagir nettement sur ce point. En effet, il entreprit de démontrer, par de nombreux arguments, que « la signature du Traité de conciliation de 1931 entre la Bulgarie et la Belgique, qui reproduit dans son article 4 les différends mentionnés dans l'article 36 du Statut de la Cour, n'a fait nullement suspendre le fonctionnement de la clause facultative.... ». « Tout au contraire, déclara-t-il, au lieu d'abroger tacitement ou, au moins, de suspendre

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. 137, p. 191.

In order to found the jurisdiction of the Court, the Belgian Government, both in its Application and in its Memorial, relies on the one hand on the Declarations of Belgium and Bulgaria accepting the compulsory jurisdiction of the Court, Declarations which were ratified on March 10th, 1926, and August 12th, 1921, respectively; and, on the other hand, on the Treaty of conciliation, arbitration and judicial settlement of June 23rd, 1931, which came into force on February 4th, 1933¹.

The Bulgarian Government for its part has also relied on both of these agreements to support its preliminary objection to the jurisdiction.

In these written proceedings, the Parties adopted the same method in their endeavour to establish that their respective contentions were well founded; that is to say, they examined the Belgian Application of January 1938 in the light of the conditions independently laid down by each of these two agreements. Neither the Bulgarian Government nor the Belgian Government at any time considered the possibility that either of these agreements might have imposed some restriction on the normal operation of the other during the period for which they were both in force.

The same attitude was adopted by the Agents of the two Governments in the oral proceedings. Thus the Agent for the Belgian Government stated that "either of these two instruments in reality suffices by itself to support our claims, and it would be most regrettable if the conclusion were reached that the simultaneous existence of the two instruments weakens our position". It is true that one of the Counsel for the Belgian Government at one time expressed the personal opinion—which he subsequently described as a "suggestion"—that "from February 3rd, 1933, the date of the coming into force of the Treaty of 1931, until February 3rd, 1938", the legal relations between Belgium and Bulgaria had been governed by the Treaty of 1931 alone. In the afternoon however of the same hearing, the same Counsel retracted his personal opinion or suggestion, and declared that "the Treaty was only to be regarded as having suspended the optional clause in so far as it modified that clause".

This led the Agent for the Bulgarian Government to take up a definite position on the point. He proceeded to demonstrate by numerous arguments that "the signature of the Treaty of conciliation of 1931 between Bulgaria and Belgium, which refers in Article 4 to the disputes enumerated in Article 36 of the Court's Statute, in no way suspended the operation of the optional clause....". "On the contrary", he said, "far from tacitly abrogating, or at any rate suspending the operation of

¹ *League of Nations Treaty Series*, Vol. 137, p. 191.

le fonctionnement de la clause facultative pendant la durée du traité, l'article 4, dans ses deux alinéas, ne fait que cumuler et non éliminer l'obligation découlant de la clause facultative. »

La Cour estime que les suggestions faites en premier lieu par le conseil du Gouvernement belge ne sauraient être considérées comme ayant eu pour effet de modifier l'attitude de cette Partie sur la question dont il s'agit. En effet, le Gouvernement belge n'a jamais cessé d'être d'accord avec le Gouvernement bulgare pour estimer qu'au moment du dépôt de la requête, leurs déclarations portant acceptation comme obligatoire de la juridiction de la Cour avaient pleinement conservé leur vigueur.

La Cour partage la manière de voir des Parties. A son avis, la multiplicité d'engagements conclus en faveur de la juridiction obligatoire atteste chez les contractants la volonté d'ouvrir de nouvelles voies d'accès à la Cour plutôt que de fermer les anciennes ou de les laisser se neutraliser mutuellement pour aboutir finalement à l'incompétence.

En concluant le Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire, la Belgique et la Bulgarie ont eu en vue d'adopter un système très développé d'obligations réciproques ayant pour objet la solution pacifique des différends qui viendraient à s'élever entre elles. Mais on ne serait guère justifié à penser que, par cela même, elles auraient voulu porter atteinte aux obligations qu'elles avaient contractées précédemment dans un but analogue ; et ceci, notamment, pour le cas où ces obligations seraient plus étendues que celles découlant du traité.

Il s'ensuit que si, dans un cas donné, un différend ne pouvait pas être soumis à la Cour en vertu du traité, tandis qu'il pourrait lui être soumis en vertu des déclarations par lesquelles la Belgique et la Bulgarie ont accepté comme obligatoire la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36 de son Statut, on ne saurait se prévaloir du traité pour empêcher que lesdites déclarations produisent leurs effets et que le différend soit ainsi soumis à la Cour.

C'est pourquoi il convient d'examiner tout d'abord si les objections que le Gouvernement bulgare fait valoir contre la compétence de la Cour, en vertu du traité, sont ou non fondées. Au cas où elles seraient fondées, la Cour procédera à l'examen des objections que ce Gouvernement fait valoir en vertu des déclarations ci-dessus visées. Ce n'est que dans le cas où ces objections seraient les unes et les autres également reconnues comme fondées que la Cour serait amenée à se dessaisir de l'affaire.

La Cour examinera la portée de l'argumentation du Gouvernement bulgare sur les conclusions finales de la requête belge visées sous la *litt.* A, nos 1 et 2, qui ont trait aux griefs touchant l'application par les autorités bulgares des décisions du Tribunal arbitral mixte de 1923 et de 1925 ; elle

the optional clause for the duration of the Treaty, the two paragraphs of Article 4 simply reinforce and do not set aside the obligation resulting from the optional clause.”

The Court holds that the suggestions first made by Counsel for the Belgian Government cannot be regarded as having the effect of modifying that Party's attitude in regard to this question. The Belgian Government in fact has always been in agreement with the Bulgarian Government in holding that, when the Application was filed, their declarations accepting the Court's jurisdiction as compulsory were still in force.

The Court shares the view of the Parties. In its opinion, the multiplicity of agreements concluded accepting the compulsory jurisdiction is evidence that the contracting Parties intended to open up new ways of access to the Court rather than to close old ways or to allow them to cancel each other out with the ultimate result that no jurisdiction would remain.

In concluding the Treaty of conciliation, arbitration and judicial settlement, the object of Belgium and Bulgaria was to institute a very complete system of mutual obligations with a view to the pacific settlement of any disputes which might arise between them. There is, however, no justification for holding that in so doing they intended to weaken the obligations which they had previously entered into with a similar purpose, and especially where such obligations were more extensive than those ensuing from the Treaty.

It follows that if, in a particular case, a dispute could not be referred to the Court under the Treaty, whereas it might be submitted to it under the declarations of Belgium and Bulgaria accepting as compulsory the jurisdiction of the Court, in accordance with Article 36 of the Statute, the Treaty cannot be adduced to prevent those declarations from exercising their effects and disputes from being thus submitted to the Court.

It is necessary therefore in the first place to consider whether the objections raised by the Bulgarian Government to the jurisdiction of the Court under the Treaty are well-founded or not. Should they prove well-founded, the Court will then consider the objections raised by that Government under the declarations above mentioned. Only if both these sets of objections are alike held to be well-founded will the Court decline to entertain the case.

The Court will consider the bearing of the arguments of the Bulgarian Government on the final submissions of the Belgian Government's Application under A, Nos. 1 and 2, respecting the complaints concerning the application by the Bulgarian authorities of the decisions of the Mixed Arbitral Tribunal

l'envisagera ensuite dans ses effets sur la conclusion visée sous la *litt.* A, n° 3, qui a trait à la promulgation de la loi bulgare du 3 février 1936 en matière d'impôt sur le revenu.

*

La Cour porte son examen tout d'abord sur l'argumentation bulgare concernant l'application du Traité de 1931, invoqué en premier lieu par le Gouvernement belge dans son Mémoire du 26 août 1938.

Le Gouvernement belge, à l'appui de sa requête, invoque l'article 4 du traité, ainsi conçu :

« Tous différends au sujet desquels les Parties se contesteraient un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les Parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. »

L'argumentation opposée par le Gouvernement bulgare consiste en deux objections qui sont les suivantes :

En premier lieu, le Gouvernement bulgare reproche au Mémoire belge son silence sur la nature du « droit » que se contesteraient réciproquement les deux Parties ; il émet la supposition que le droit contesté à la Bulgarie serait celui de trancher les litiges survenant entre concessionnaire belge et concédant bulgare de service public en Bulgarie au sujet de l'application de la formule déterminant le prix de l'énergie électrique. « Le Gouvernement bulgare maintient formellement comme inhérent à la souveraineté de l'État bulgare le droit pour les autorités bulgares de connaître des divergences concernant l'application des dispositions réglant les conditions de fonctionnement du service public concédé en Bulgarie à un concessionnaire étranger. Le Gouvernement bulgare s'élève contre toute prétention tendant à invoquer le Traité de règlement pacifique du 23 juin 1931 en vue de porter atteinte à ce droit. »

Le Gouvernement belge, ayant, dans son Mémoire additionnel du 22 janvier 1939, précisé que « les droits dont le Gouvernement belge prétend se prévaloir sont le droit à la cessation des actes dommageables pour la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie qu'ont accomplis divers organes de l'État bulgare, en violation des obligations internationales de celui-ci, et le droit à obtenir réparation du préjudice qui en résulte pour la société belge », a soulevé ainsi un point de caractère international impliqué dans ce différend. Or, ce dernier point

in 1923 and 1925; it will then consider their bearings on the submission made under A, No. 3, which relates to the promulgation of the Bulgarian law of February 3rd, 1936, concerning income tax.

*

The Court will first examine the Bulgarian argument concerning the application of the Treaty of 1931, which was relied on in the first place by the Belgian Government in its Memorial of August 26th, 1938.

In support of its Application, the Belgian Government invokes Article 4 of the Treaty, which runs as follows:

“All disputes with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, unless the Parties agree, in the manner hereinafter provided, to have resort to an arbitral tribunal.

It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.”

The opposing argument of the Bulgarian Government consists of two contentions, as follows:

In the first place, the Bulgarian Government complains of the silence of the Belgian Memorial as to the respective “rights” in regard to which the Parties are in conflict; that Government supposes that the right which is denied to Bulgaria is the right of deciding disputes that arise between the Belgian concessionaire and the Bulgarian grantor of a public service in Bulgaria, on the subject of the application of the formula determining the price of electric current. “The Bulgarian Government insists that the right of the Bulgarian authorities to exercise jurisdiction over disputes concerning the application of provisions governing the working conditions of a public service conceded in Bulgaria to a foreign concessionaire, is inherent in the sovereignty of the Bulgarian State. The Bulgarian Government protests against any claim to invoke the Treaty of pacific settlement of June 23rd, 1931, for the purpose of disputing this right.”

The Belgian Government explains in its Additional Memorial of January 22nd, 1939, that “the rights which the Belgian Government relies on are the right to the cessation of acts prejudicial to the Electricity Company of Sofia and Bulgaria, carried out by various organs of the Bulgarian State, in violation of the latter’s international obligations, and the right to obtain reparation for the damage resulting for the Belgian Company”; the Belgian Government has thus raised a point of an international character in this dispute. This last point has been

a été contesté dès le début, et, entre autres, à l'occasion de la discussion de la question de savoir si les griefs belges tombent ou non dans telle ou telle catégorie de différends prévus à l'article 36 du Statut (mentionné également dans l'article 4 du Traité de 1931). L'argument *ratione materiæ* ainsi développé et produit à l'appui de l'exception préliminaire d'incompétence forme une partie du fond même du différend. La Cour ne peut, par conséquent, reconnaître à ce moyen le caractère d'une exception préliminaire au sens de l'article 62 de son Règlement.

En second lieu, le Gouvernement bulgare introduit un argument tiré de la non-observation, par le Gouvernement belge, des dispositions de l'article 3 du traité.

Cet article est conçu dans les termes suivants :

« 1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Hautes Parties contractantes, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette Partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par le présent Traité, avant qu'une décision définitive ait été rendue dans les délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par le présent Traité, devra notifier à l'autre Partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée. »

Le Gouvernement bulgare allègue que la requête du 26 janvier 1938 a été introduite avant qu'une décision définitive — dans l'espèce, l'arrêt de la Cour de cassation bulgare — ait été rendue, et qu'à ce titre la requête aurait été prématurée et irrégulière.

En ce qui concerne l'application de l'article 3 du Traité de 1931, il y a lieu de tenir compte des considérations suivantes.

L'article 3 précité trouve sa place dans le premier chapitre intitulé « Du règlement pacifique en général » et fait partie des dispositions d'ordre général applicables à toutes les procédures prévues dans le Traité de 1931. Ce fait à lui seul indique l'importance attachée à la clause de l'épuisement de recours internes valable pour toutes les procédures mentionnées.

L'article 3 lui-même se compose de deux alinéas.

L'hypothèse envisagée dans son alinéa 1 est celle où l'objet du différend, d'après la législation intérieure de l'une des Hautes Parties contractantes, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives. Cette hypothèse se trouve réalisée en l'espèce par le fait que le Gouvernement belge ne conteste pas que le litige entre la Compagnie belge d'Électricité et les autorités bulgares au sujet des prétendus manquements commis par les autorités bulgares à la formule élaborée par le Tribunal

contested from the outset and particularly during the discussion of the question whether the Belgian complaints do or do not fall within one or other of the categories of disputes referred to in Article 36 of the Statute (also mentioned in Article 4 of the Treaty of 1931). But the argument *ratione materiæ* thus developed and used in support of the preliminary objection to the jurisdiction forms a part of the actual merits of the dispute. The Court cannot therefore regard this plea as possessing the character of a preliminary objection within the meaning of Article 62 of the Rules.

In the second place, the Bulgarian Government raised an argument based on the non-observance of the provisions of Article 3 of the Treaty by the Belgian Government.

This Article is as follows:

"1. In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the High Contracting Parties, falls within the competence of its judicial or administrative authorities, the Party in question may object to the matter in dispute being submitted for settlement by the different methods laid down in the present Treaty until a decision with final effect has been pronounced within a reasonable time by the competent authority.

2. In such a case the Party which desires to resort to the procedures laid down in the present Treaty must notify the other Party of its intention within a period of one year from the date of the under-mentioned decision."

The Bulgarian Government alleges that the Application of January 26th, 1938, was introduced before a decision with final effect—namely the judgment of the Bulgarian Court of Cassation—was rendered, and that on that ground the application was premature and irregular.

As regards the application of Article 3 of the Treaty of 1931, the following considerations must be borne in mind.

This Article 3 occurs in Chapter I headed "Pacific Settlement in general", amongst provisions of a general nature, applicable to all the procedures provided for in the Treaty of 1931. This fact alone serves to show the importance attached to the clause relating to the exhaustion of local remedies, which applies to all the procedures mentioned.

Article 3 itself consists of two paragraphs.

The hypothesis in paragraph 1 is that, according to the municipal law of one of the High Contracting Parties, the subject of the dispute is within the jurisdiction of its judicial or administrative authorities. This hypothesis is fulfilled in the present case; for the Belgian Government does not deny that the dispute between the Belgian Electricity Company and the Bulgarian authorities concerning alleged failure by the Bulgarian authorities to observe the formula drawn up by the

arbitral mixte relève de la compétence des tribunaux bulgares.

Le même article accorde à la Partie défenderesse la liberté de « s'opposer à ce que le différend soit soumis aux diverses procédures prévues par le présent Traité ». Cette formalité a été observée par le Gouvernement bulgare, et notamment dans la lettre du président du Conseil et ministre des Affaires étrangères et des Cultes datée de Sofia, 3 août 1937, et adressée au ministre de Belgique à Sofia ; dans cette lettre, qui précéda de plusieurs mois l'introduction de la requête du 26 janvier 1938, se trouve le passage suivant : « En ce qui concerne la communication, qu'à défaut d'un compromis, le Gouvernement belge saisisrait unilatéralement la Cour permanente de Justice internationale, en se basant sur les articles 4 et 6 du traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre la Bulgarie et la Belgique, je crois devoir porter à la connaissance de votre Gouvernement que, par application de l'article 3 du même traité, le Gouvernement bulgare revendique, en l'occurrence, la compétence de ses propres tribunaux, et il ne saurait consentir à ce que le différend soit soumis aux diverses procédures prévues par ledit traité. »

L'article 3, n° 1, indique par les mots qui suivent la limite de temps imposée à l'introduction d'une requête : « avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente ».

Le caractère raisonnable des délais n'ayant pas été contesté, la controverse a été réduite à la question suivante : y avait-il à l'époque de l'introduction de la requête une décision définitive — ou cette décision définitive n'avait-elle pas encore été rendue ?

Le Gouvernement belge prétend n'avoir pas manqué aux dispositions de l'article 3, n° 1, attendu que la décision ultérieure de la Cour de cassation ne pouvait avoir été considérée par les Parties contractantes comme celle visée par l'article 3, n° 1, cette dernière instance constituant un recours extraordinaire ; qu'en tout cas le pourvoi en cassation avait été formé, ce qui pouvait être considéré comme l'accomplissement de la condition exigée.

Quelle que soit la qualification dont s'accompagne la sentence de la Cour d'appel de Sofia, cela n'exclut point qu'elle ne soit pas définitive dans le sens qu'attribue l'article 3, n° 1, à cette expression. La règle de l'épuisement des recours internes, telle qu'elle est envisagée par le Traité de 1931, implique l'épuisement de tous recours y compris ceux devant la Cour de cassation, laquelle seule peut, soit — en cassant la sentence de la Cour d'appel — renvoyer l'affaire pour un nouvel examen, soit — en rejetant le pourvoi — rendre la sentence définitive.

Mixed Arbitral Tribunal is within the jurisdiction of the Bulgarian courts.

The same Article authorizes the respondent Party to "object to the matter in dispute being submitted for settlement by the different methods laid down in the present Treaty". This formality was observed by the Bulgarian Government, in particular in the letter addressed to the Belgian Minister in Sofia by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs and Public Worship, and dated Sofia August 3rd, 1937; in this letter, of which the date is several months earlier than the introduction of the Application on January 26th, 1938, is the following passage: "With reference to the communication that, failing a special agreement, the Belgian Government would make a unilateral application to the Permanent Court of International Justice, relying on Articles 4 and 6 of the Treaty of conciliation, arbitration and judicial settlement between Bulgaria and Belgium, I feel bound to draw your Government's attention to the fact that, in application of Article 3 of that Treaty, the Bulgarian Government claims that its own courts have jurisdiction in this matter, and it cannot consent to the submission of the dispute to the different procedures provided in the said Treaty."

The following words of Article 3, No. 1, indicate the limit of time imposed on the submission of an application: ".... until a decision with final effect has been pronounced within a reasonable time by the competent authority".

There being no dispute as to the reasonableness of the time within which the decision was pronounced, the controversy is reduced to the following question: at the time of the application was there a decision with final effect, or had that decision with final effect not yet been pronounced?

The Belgian Government claims that it has not failed to observe the provisions of Article 3, No. 1, seeing that the subsequent decision of the Court of Cassation could not have been regarded by the contracting Parties to be that referred to in Article 3, No. 1; this ultimate Court constitutes an extraordinary remedy, and in any case the appeal in cassation had been lodged and this fact might be deemed to constitute a fulfilment of the required condition.

Whatever the term applied by the Sofia Court of Appeal to its judgment, the fact remains that it was not a decision with final effect within the meaning given to that expression by Article 3, No. 1. The local remedies rule contemplated by the Treaty of 1931 implies the exhaustion of all appeals, including appeals to the Court of Cassation, a decision by which alone renders the judgment final either by annulling the judgment of the Court of Appeal and sending the case back for a re-trial, or by rejecting the appeal.

Le n° 2 de l'article 3 accentue encore l'importance de la stipulation contenue dans le n° 1. En effet, selon les termes du n° 2, la Partie qui, dans le cas prévu sous le n° 1, voudra recourir aux procédures prévues par le traité, devra notifier à l'autre Partie son intention, dans un délai d'un an à partir de la décision définitive visée au n° 1.

C'est en vain que le Gouvernement belge s'est prévalu de l'article 37 (4) ainsi conçu :

« 4. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme du traité continueront jusqu'à leur achèvement normal. »

Cette disposition ne trouve pas son application : elle suppose une procédure valablement engagée, ce qui, faute d'une décision définitive à la date du 26 janvier 1938, n'est pas le cas ici. D'autre part, l'irrégularité de la requête belge n'a pu être effacée par l'arrêt rendu, le 16 mars 1938, par la Cour de cassation de Bulgarie, car, dans l'intervalle, c'est-à-dire le 4 février 1938, le Traité de 1931, dénoncé par le Gouvernement bulgare, était venu à expiration.

Par conséquent, la requête belge n'ayant pas été présentée conformément aux conditions prévues par le Traité de 1931, le Gouvernement belge n'est pas fondé à invoquer ce traité pour établir la compétence de la Cour.

*

Le résultat négatif obtenu par l'examen du premier chef de compétence ne dispense cependant pas la Cour de procéder à l'examen de l'autre chef de compétence invoqué à titre distinct et indépendant du premier.

La Cour procède maintenant à l'examen de l'argumentation du Gouvernement bulgare à l'égard des déclarations d'adhésion à la disposition facultative du Statut de la Cour.

Au point de vue de leur contenu, les déclarations d'adhésion de la Bulgarie et de la Belgique diffèrent en tant que la déclaration du Gouvernement bulgare, conçue dans les termes suivants :

« Au nom du Gouvernement du Royaume de Bulgarie, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, purement et simplement »,

ne contient, en dehors de la condition de réciprocité, aucune réserve, tandis que la déclaration du Gouvernement belge se trouve formulée comme suit :

No. 2 of Article 3 still further emphasizes the importance of the provision in No. 1; for, according to No. 2, a Party which desires in the circumstances contemplated by No. 1 to resort to the procedures laid down in the Treaty must notify the other Party of its intention within a period of one year from the date of the decision with final effect referred to in No. 1.

The Belgian Government has vainly relied upon Article 37 (4) which runs as follows:

“4. Notwithstanding denunciation by one of the High Contracting Parties, the proceedings pending at the expiration of the current period of the Treaty shall be duly completed.”

This clause does not apply: it presupposes proceedings validly instituted, and this is not the case here owing to the absence of a decision with final effect on January 26th, 1938. Moreover, the irregularity of the Belgian Application was not removed by the judgment rendered on March 16th, 1938, by the Bulgarian Court of Cassation, for in the meantime, i.e. on February 4th, 1938, the Treaty of 1931 had expired, having been denounced by the Bulgarian Government.

Accordingly, since the Belgian Application has not been submitted in accordance with the conditions laid down by the Treaty of 1931, the Belgian Government cannot found the jurisdiction of the Court on that Treaty.

*

The negative result arrived at by the examination of the first source of jurisdiction does not however dispense the Court from the duty of considering the other source of jurisdiction invoked separately and independently from the first.

The Court will now proceed to consider the Bulgarian Government's argument relating to the declarations of adherence to the Optional Clause of the Court's Statute.

With regard to their terms, the declarations of adherence of Bulgaria and Belgium differ in that the declaration of the Bulgarian Government runs as follows:

“On behalf of the Government of the Kingdom of Bulgaria I recognize, in relation to any other Member or State which accepts the same obligation, the jurisdiction of the Court as compulsory *ipso facto* and without any special convention, unconditionally”,

and contains no reservation apart from the condition of reciprocity, whereas the declaration of the Belgian Government runs as follows:

« Au nom du Gouvernement belge, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, pour une durée de quinze années, sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification, sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. »

Le Gouvernement bulgare s'est prévalu de la limitation *ratione temporis* contenue dans la déclaration belge concernant les situations ou les faits, au sujet desquels le différend s'est élevé, pour contester la compétence de la Cour. Bien que cette limitation ne figure pas dans sa propre déclaration, il est reconnu que, par l'effet de la condition de réciprocité inscrite au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, répétée d'ailleurs dans la déclaration bulgare, elle fait droit entre les Parties.

Celles-ci se sont trouvées d'accord pour placer le moment où le différend s'est élevé à la date du 24 juin 1937, et ainsi postérieurement à celle du 10 mars 1926 — date de la constitution du lien juridique entre les deux États, sur la base de l'article 36 du Statut de la Cour.

En revanche, l'argumentation bulgare a soulevé le point suivant : Bien que les faits incriminés par le Gouvernement belge dans les conclusions de sa requête sous *litt. A*, nos 1 et 2, se situent tous à une époque postérieure à la date du 10 mars 1926, la situation au sujet de laquelle le différend se serait élevé remonterait à une époque antérieure à cette date. Cette situation serait créée par les sentences du Tribunal arbitral mixte belgo-bulgare, et spécialement par la formule établie par les sentences du 5 juillet 1923 et du 27 mai 1925 concernant le prix du kilowatt-heure de l'énergie distribuée. Les griefs formulés par le Gouvernement belge contre l'application par les autorités bulgares de cette formule toucheraient au fonctionnement de celle-ci et la placeraient au centre de la discussion. On fait valoir également que, la situation qui en procède étant antérieure à la date décisive du 10 mars 1926, le Gouvernement bulgare serait autorisé à considérer le différend qui s'est élevé à ce sujet comme échappant, en raison de la limitation *ratione temporis* contenue dans la déclaration belge, à la juridiction de la Cour.

La Cour ne peut se rallier à cette manière de voir. Il est exact que l'on peut dire des sentences du Tribunal arbitral mixte qu'elles ont établi entre la Compagnie belge d'Électricité et les autorités bulgares une situation qui est antérieure à

"On behalf of the Belgian Government, I recognize as compulsory, *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other Member or State accepting the same obligations, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court for a period of fifteen years, in any disputes arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to this ratification, except in cases where the Parties have agreed or shall agree to have recourse to another method of pacific settlement."

The Bulgarian Government relies on the limitation *ratione temporis* embodied in the Belgian declaration concerning the situations or facts with regard to which the dispute has arisen, in order to dispute the jurisdiction of the Court. Although this limitation does not appear in the Bulgarian Government's own declaration, it is common ground that, in consequence of the condition of reciprocity laid down in paragraph 2 of Article 36 of the Court's Statute and repeated in the Bulgarian declaration, it is applicable as between the Parties.

The Parties agree that the date on which the dispute arose was June 24th, 1937, i.e., after March 10th, 1926—the date of the establishment of the juridical bond between the two States under Article 36 of the Court's Statute.

On the other hand, the Bulgarian Government in its argument raises the following point: Although the facts complained of by the Belgian Government in the submissions of its Application under A, Nos. 1 and 2, all date from a period subsequent to March 10th, 1926, the situation with regard to which the dispute arose dates back to a period before that date. This situation was created by the awards of the Belgo-Bulgarian Mixed Arbitral Tribunal and in particular by the formula established by the awards of July 5th, 1923, and May 27th, 1925, for the fixing of the price per kilowatt-hour of power distributed. The complaints made by the Belgian Government concerning the application of this formula by the Bulgarian authorities relate, it is contended, to the working of that formula and make it the centre point of the dispute. It has also been argued that since the situation resulting from that formula dates from before the material date, namely, March 10th, 1926, the Bulgarian Government is justified in holding that the dispute which has arisen in regard to it falls outside the Court's jurisdiction by reason of the limitation *ratione temporis* contained in the Belgian declaration.

The Court cannot accept this view. It is true that it may be said that the awards of the Mixed Arbitral Tribunal established between the Belgian Electricity Company and the Bulgarian authorities a situation which dates from before March 10th,

la date du 10 mars 1926 et qui se prolonge encore actuellement. Toutefois, ce n'est pas au sujet de cette situation ni des sentences qui l'ont établie qu'est né le différend entre le Gouvernement belge et le Gouvernement bulgare. La Cour rappelle ici ce qu'elle a dit dans son Arrêt du 14 juin 1938 (Phosphates du Maroc. Exception préliminaire). Les situations ou les faits qui doivent être pris en considération au point de vue de la juridiction obligatoire acceptée dans les termes de la déclaration belge sont uniquement ceux qui doivent être considérés comme générateurs du différend. Une telle relation n'existe pas entre le différend actuel et les sentences du Tribunal arbitral mixte ; celles-ci constituent la source des droits revendiqués par la société belge, mais ce ne sont pas elles qui ont donné naissance au différend : en effet, les Parties sont d'accord pour reconnaître leur caractère obligatoire, et leur application n'a donné lieu à aucune difficulté jusqu'à l'époque des actes incriminés. Il ne suffit pas d'alléguer, comme le fait le Gouvernement bulgare, que, sans ces sentences, le différend ne serait pas né, pour la simple raison que l'on pourrait tout aussi bien prétendre que, sans les actes incriminés, le différend ne se serait pas produit. Il est vrai qu'un différend peut présupposer l'existence d'une situation ou d'un fait antérieur, mais il ne s'ensuit pas que le différend s'élève au sujet de cette situation ou de ce fait. Il faut que la situation ou le fait au sujet duquel on prétend que s'est élevé le différend en soit réellement la cause. Ce qui, dans l'espèce, est au centre de la discussion et doit être considéré comme les faits au sujet desquels le différend est né, ce sont les actes ultérieurs reprochés par le Gouvernement belge aux autorités bulgares relativement à une application particulière de la formule qui, en soi, n'a jamais été contestée. Les griefs formulés à ce sujet par le Gouvernement belge visent la décision de l'Administration des Mines de l'État bulgare en date du 24 novembre 1934, ainsi que les sentences des tribunaux bulgares du 24 octobre 1936 et du 27 mars 1937. Il s'agit là de faits postérieurs à la date critique. En conséquence, la Cour estime que l'argument déduit de la limitation *ratione temporis* contenue dans la déclaration belge n'est pas fondé.

Dans ce même cadre des déclarations belgo-bulgare d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour, le Gouvernement bulgare a fait valoir, en faveur de son exception d'incompétence, un autre argument. Selon lui, le différend actuel ne tomberait sous aucune des catégories de l'article 36 du Statut de la Cour, disposition générale qui énumère les différends d'ordre juridique pour lesquels la Cour est compétente. Bien que cette argumentation vise à établir l'incompétence de la Cour et à empêcher la procédure de se poursuivre, la Cour, après en avoir examiné la portée, s'est trouvée conduite à

1926, and still persists at the present time. Nevertheless, the dispute between the Belgian Government and the Bulgarian Government did not arise with regard to this situation or to the awards which established it. The Court would recall in this connection what it said in the Judgment of June 14th, 1938 (Phosphates in Morocco. Preliminary Objection). The only situations or facts which must be taken into account from the standpoint of the compulsory jurisdiction accepted in the terms of the Belgian declaration are those which must be considered as being the source of the dispute. No such relation exists between the present dispute and the awards of the Mixed Arbitral Tribunal. The latter constitute the source of the rights claimed by the Belgian Company, but they did not give rise to the dispute, since the Parties agree as to their binding character and that their application gave rise to no difficulty until the acts complained of. It is not enough to say, as it is contended by the Bulgarian Government, that if it had not been for these awards, the dispute would not have arisen, for the simple reason that it might just as well be said that, if it had not been for the acts complained of, the dispute would not have arisen. It is true that a dispute may presuppose the existence of some prior situation or fact, but it does not follow that the dispute arises in regard to that situation or fact. A situation or fact in regard to which a dispute is said to have arisen must be the real cause of the dispute. In the present case it is the subsequent acts with which the Belgian Government reproaches the Bulgarian authorities with regard to a particular application of the formula—which in itself has never been disputed—which form the centre point of the argument and must be regarded as constituting the facts with regard to which the dispute arose. The complaints made in this connection by the Belgian Government relate to the decision of the Bulgarian State Administration of Mines of November 24th, 1934, and to the judgments of the Bulgarian courts of October 24th, 1936, and March 27th, 1937. These are facts subsequent to the material date. Accordingly, the Court considers that the argument based on the limitation *ratione temporis* in the Belgian declaration is not well-founded.

In connection with the Belgo-Bulgarian declarations of acceptance of the Court's compulsory jurisdiction, the Bulgarian Government puts also forward another argument in support of its objection to the jurisdiction. In its contention, the present dispute does not fall within any of the categories of Article 36 of the Court's Statute, a general provision which enumerates the legal disputes for which the Court is competent. Although this argument is designed to prove that the Court has no jurisdiction and to prevent the proceedings from being continued, the Court, after considering its scope, has arrived at the conclusion

constater que cette objection est étroitement liée au fond même du différend. Le raisonnement tend, en effet, à démontrer l'absence de tout élément international dans la relation de droit établie entre la compagnie belge et les autorités bulgares par les sentences du Tribunal arbitral mixte. Or, c'est là non seulement toucher au fond du différend, mais prendre position à l'égard de l'un de ses éléments essentiels. La Cour ne peut, par conséquent, reconnaître à ce moyen le caractère d'une exception préliminaire au sens de l'article 62 de son Règlement.

Dans ces conditions, la Cour ne peut admettre la thèse selon laquelle elle serait incompétente dans le cadre des déclarations d'adhésion à la disposition facultative, pour autant que cette thèse s'appuie sur l'argument *ratione temporis*; et, pour autant que la thèse invoque l'argument *ratione materiæ*, la Cour ne lui reconnaît pas le caractère préliminaire et, par conséquent, ne l'admet pas non plus, les Parties restant libres d'en reprendre le développement à titre de moyen de défense sur le fond.

L'incompétence de la Cour, plaidée sur le terrain de la disposition facultative, n'a pas été établie en ce qui concerne les points A, n° 1, et A, n° 2.

*

Le dernier grief adressé par le Gouvernement belge au Gouvernement bulgare, grief formulé dans les conclusions du Gouvernement belge sous la *litt.* A, n° 3, de la requête belge, vise la promulgation de la loi du 3 février 1936, dont l'article 30, paragraphe C, institue un impôt spécial sur la distribution de l'énergie électrique achetée aux entreprises non soumises à l'impôt.

Selon le Gouvernement belge, la promulgation de la loi précitée constituerait de la part de l'État bulgare un manquement à ses obligations internationales à raison du caractère discriminatoire de ladite loi.

A cette demande du Gouvernement belge, le Gouvernement bulgare a opposé un moyen d'irrecevabilité, tiré du fait que la réclamation relative à la loi du 3 février 1936 n'aurait pas fait l'objet, entre les Gouvernements et avant le dépôt de la requête belge, d'un différend.

La Cour considère cette prétention du Gouvernement bulgare comme fondée. Qu'on se place au point de vue du Traité de 1931 ou au point de vue des déclarations d'adhésion à la clause facultative, il appartenait au Gouvernement belge d'établir que, dès avant le dépôt de la requête, un différend s'était élevé entre les Gouvernements relativement à la loi bulgare du 3 février 1936. La Cour estime que le Gouvernement belge n'a pas établi l'existence d'un tel différend et, en conséquence, déclare la requête belge irrecevable pour la partie de ses demandes qui a trait à la loi précitée.

that this objection is closely linked to the merits of the case. The reasoning in fact aims at establishing that there is no international element in the legal relation created between the Belgian Company and the Bulgarian authorities by the awards of the Mixed Arbitral Tribunal. But that amounts not only to encroaching on the merits, but to coming to a decision in regard to one of the fundamental factors of the case. The Court cannot therefore regard this plea as possessing the character of a preliminary objection within the meaning of Article 62 of the Rules.

In these circumstances, the Court cannot accept the contention that it lacks jurisdiction under the declarations of adherence to the Optional Clause, in so far as this contention is based on the argument *ratione temporis*; and in so far as this contention is founded on the argument *ratione materiæ*, the Court does not regard it as preliminary in character and consequently rejects it, though the Parties remain free to take it up again in support of their case on the merits.

The attempt to prove that the Court lacks jurisdiction under the Optional Clause is thus unsuccessful as regards A, No. 1, and A, No. 2.

*

The last complaint adduced by the Belgian Government to the Bulgarian Government—which is formulated in its submissions under A, No. 3, of the Belgian Application, relates to the promulgation of the law of February 3rd, 1936, of which Article 30, paragraph C, institutes a special tax on the distribution of electric power sold to concerns not subject to tax.

In the contention of the Belgian Government, the promulgation of the law constitutes a failure by the Bulgarian Government to observe its international obligations, owing to the discriminatory character of this law.

The Bulgarian Government argues that this contention of the Belgian Government is inadmissible because the claim respecting the law of February 3rd, 1936, did not form the subject of a dispute between the two Governments prior to the filing of the Belgian Application.

The Court considers this argument of the Bulgarian Government to be well-founded. Under either the Treaty of 1931 or the declarations of adherence to the Optional Clause, it rested with the Belgian Government to prove that, before the filing of the Application, a dispute had arisen between the Governments respecting the Bulgarian law of February 3rd, 1936. The Court holds that the Belgian Government has not established the existence of such a dispute and accordingly declares that the Belgian Application cannot be entertained in so far as concerns that part of the claim relating to this law.

PAR CES MOTIFS,

La Cour, par neuf voix contre cinq,

Statuant sur l'exception préliminaire opposée par le Gouvernement bulgare à la requête du Gouvernement belge :

1° En ce qui a trait aux points 1 et 2 de la conclusion A de la requête,

rejette l'exception du Gouvernement bulgare ;

retient à cet égard la requête du Gouvernement belge pour être statué sur le fond ;

dit que, par voie d'ordonnance portant la date du présent arrêt, il sera pourvu à la fixation des délais pour la suite de l'instance.

2° En ce qui a trait au point 3 de la conclusion A de la requête,

admet l'exception du Gouvernement bulgare ;

et ne retient pas à cet égard la requête du Gouvernement belge.

Le présent arrêt a été rédigé en français, conformément aux dispositions de l'article 39, premier alinéa, du Statut de la Cour, les Parties s'étant déclarées d'accord pour que toute la procédure ait lieu en français.

Fait au Palais de la Paix, à La Haye, le quatre avril mil neuf cent trente-neuf, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement du Royaume de Belgique et au Gouvernement du Royaume de Bulgarie.

Le Président de la Cour :

(Signé) J. G. GUERRERO.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

FOR THESE REASONS,

The Court, by nine votes to five,

Adjudicating upon the preliminary objection raised by the Bulgarian Government to the Application of the Belgian Government :

1. With regard to points 1 and 2 of Submission A of the Application,

overrules the objection of the Bulgarian Government ;

~~reserves this part of the Application of the Belgian Government for judgment on the merits ;~~

states that the time-limits for the continuance of the proceedings will be fixed by an Order bearing the date of the present judgment.

2. With regard to point 3 of Submission A of the Application,

upholds the objection of the Bulgarian Government ;

and dismisses this part of the Application of the Belgian Government.

The present judgment has been drawn up in French in accordance with Article 39, paragraph 1, of the Statute of the Court, the Parties having agreed that the case should be conducted in French.

Done at the Peace Palace, The Hague, this fourth day of April, one thousand nine hundred and thirty-nine, in three copies, one of which will be deposited in the archives of the Court and the others will be communicated to the Government of the Kingdom of Belgium and to the Government of the Kingdom of Bulgaria, respectively.

(Signed) J. G. GUERRERO,

President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,

Registrar.

M. ANZILOTTI, M. URRUTIA, le jonkheer VAN EYSINGA, M. HUDSON, juges, et M. PAPAZOFF, juge *ad hoc*, déclarant ne pouvoir se rallier à l'arrêt rendu par la Cour, et se prévalant du droit que leur confère l'article 57 du Statut, joignent respectivement à l'arrêt les exposés de leurs opinions individuelles.

M. DE VISSCHER et M. ERICH, juges, tout en se déclarant d'accord sur le dispositif, ont chacun joint à l'arrêt des observations sur certains motifs.

(Paraphé) J. G. G.

(Paraphé) J. L. O.

M. ANZILOTTI, M. URRUTIA, Jonkheer VAN EYSINGA, M. HUDSON, Judges, and M. PAPAZOFF, Judge *ad hoc*, declare that they are unable to concur in the judgment given by the Court and, availing themselves of the right conferred upon them by Article 57 of the Statute, have appended to the judgment the separate opinions which follow.

M. DE VISSCHER and M. ERICH, Judges, while in agreement with the operative clause of the judgment, have each appended observations regarding some of the grounds.

(Initialled) J. G. G.

(Initialled) J. L. O.